**Préconstituant n°2 — De la souveraineté comme acte de lucidité**

**Pourquoi l’indépendance n’est pas un rêve, mais une exigence de vérité politique**

**I. Le mensonge canadien et l’illusion du confort**

Le régime canadien repose sur un **pacte implicite de dissimulation** : tant que le Québec demeure à l’intérieur de la fédération, il est sommé de faire semblant. Semblant de croire à une égalité formelle qui n’existe pas dans les faits. Semblant de se sentir reconnu dans un cadre qui ne l’a jamais nommé pleinement. Semblant de cohabiter volontairement dans une union qui ne fut jamais librement consentie.

Ce mensonge structurel ne se limite pas aux discours. Il façonne nos institutions, notre langage public, nos réflexes politiques. Il nous oblige à **participer à une fiction d’inclusion** dans un État qui, dès sa fondation en 1867, fut pensé **par et pour la nation anglo-canadienne dominante**, au détriment des nations périphériques : autochtones, acadienne, québécoise.

Le Canada se dit bilingue, mais son centre ne parle qu’anglais. Il se dit multiculturel, mais nie les nations historiques. Il se dit démocratique, mais refuse l’existence de plusieurs peuples politiques sur son territoire.

Continuer à croire que nous pouvons, en tant que peuple, nous accomplir pleinement dans un tel cadre, c’est céder à l’**illusion du confort**, illusion entretenue par une dépendance économique planifiée, par une médiatisation du déni, et par une usure de l’espoir collectif.

Mais l’heure n’est plus au confort. Elle est à la vérité.

**II. La souveraineté n’est pas un fantasme : c’est un retour à soi**

La souveraineté n’est ni une fuite, ni un folklore, ni une utopie. Elle est un **retour au réel**, une **sortie du brouillard institutionnel**, une **récupération lucide de notre pouvoir d’agir**.

Elle commence par une série de prises de conscience brutales mais nécessaires :

– **Nous ne décidons pas vraiment**, ici, chez nous.  
– **Nous ne contrôlons pas notre Constitution,** ni nos frontières, ni nos traités, ni notre monnaie.  
– **Nous n’avons aucun droit de veto sur l’avenir collectif du Canada.**

Toute politique québécoise est encadrée, limitée, réversible. Nos lois linguistiques, notre capacité de financer la culture, notre rapport au territoire — tout peut être freiné, contesté ou neutralisé par les structures fédérales.

La souveraineté, c’est **refuser d’habiter à perpétuité un demi-monde politique** :  
– où l’on administre sans pouvoir fonder,  
– où l’on réforme sans jamais transformer,  
– où l’on gère ce que d’autres définissent.

C’est l’acte par lequel un peuple cesse de n’être qu’un segment de politique provinciale pour devenir **un sujet de droit international, un corps politique maître de lui-même.**

**III. La vérité politique comme fondement éthique**

L’indépendance n’est pas seulement une stratégie. Elle est **une exigence éthique**.

Car il est **immoral de demander à un peuple de se nier pour exister**, de taire son nom pour être toléré, de se plier à une structure qui le tolère à condition qu’il se dissolve.

Le statu quo canadien nous oblige à vivre dans un **état d’ambiguïté permanente** :  
– nation mais sans État,  
– langue officielle mais sans garantie réelle,  
– peuple reconnu symboliquement, mais neutralisé juridiquement.

L’indépendance, c’est refuser ce double langage. C’est choisir la clarté radicale :

Nous sommes un peuple, et nous voulons vivre **en peuple libre**.

Cette clarté n’est pas une fermeture. Elle est l’acte inaugural d’un nouvel espace de liberté : **la liberté de décider, de fonder, de signer notre nom sur l’histoire.**

Un État n’est pas un luxe identitaire. C’est le prolongement institutionnel de ce que nous sommes. **Un peuple sans État est toujours à moitié visible, toujours à moitié audible, toujours à moitié libre.**

**IV. Le rêve, ce n’est pas la souveraineté : c’est de croire au statu quo**

On dit souvent que l’indépendance est un rêve romantique. **C’est le contraire.**

Le rêve, c’est le Canada. Un rêve colonial devenu libéral, qui se pense post-national sans jamais avoir reconnu les nations. Un rêve impérial refondé en fausse neutralité multiculturelle. Un rêve d’harmonie abstraite qui masque la centralisation, l’inégalité, l’effacement.

Le rêve, c’est d’imaginer que nous pourrions nous épanouir dans une fédération où **nous ne contrôlons ni les règles du jeu, ni le terrain, ni l’arbitre.**

Le rêve, c’est de croire qu’on peut être un peuple dans un pays conçu pour notre marginalisation.

Nous sommes rendus au point où **le statu quo ne tient plus**, sauf par usure, peur ou cynisme. Et aucun peuple ne peut fonder son avenir sur ces ressorts-là.

**V. Lucidité n’est pas amertume : c’est commencement**

Refuser l’aveuglement, ce n’est pas céder à la rancœur. C’est entrer dans l’**âge adulte politique**.

C’est poser un regard clair sur notre condition et dire : **ça suffit**.

C’est refuser de rester à genoux par habitude.

C’est affirmer que nous **n’avons pas peur de notre liberté**, et que nous avons mieux à proposer au monde que notre propre effacement.

Car la lucidité, loin d’être froide ou stérile, est **généreuse**. Elle est le premier geste de la reconstruction, le début de tout vrai projet. Elle appelle à une énergie neuve, à une **refondation collective**, à un sursaut de responsabilité.

**Conclusion : Voir clair, c’est vouloir librement**

L’indépendance du Québec ne repose pas sur un élan aveugle ou un mythe fondateur creux. Elle repose sur une **analyse lucide de notre situation**, sur une **compréhension claire des rapports de domination**, et sur une **volonté ferme de redevenir maîtres de nous-mêmes.**

Elle n’est pas une utopie.  
Elle est la **forme la plus réaliste et cohérente** de notre avenir politique.

Elle est la vérité nue qu’aucun discours fédéraliste ne parvient à effacer.  
Et cette vérité est une force.

Une vérité qui voit clair est déjà une vérité qui agit.

Le rêve est derrière nous. **Devant, il n’y a que le réel — et la liberté.**

Jean-Christophe Gagnon

2025-06-26